QUARANTIÈME ANNÉE. — N° 14129. On s'abonne aux Bureaux du Journal, 5, BOULEVARD DES ITALIENS, A PARIS, et dans tous les Bureaux de Poste MARDI 13 FÉVRIER 1900

Dépôt Légal Seine N° 67 1900

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, SEINE et SEINE-ET-OISE...	Trois mois, 14 fr.;	Six mois, 28 fr.;	Un an, 56 fr.
DÉPART^ts et ALSACE-LORRAINE...	— 17 fr.;	— 34 fr.;	— 68 fr.
UNION POSTALE.....	— 18 fr.;	— 36 fr.;	— 72 fr.
AUTRES PAYS.....	— 23 fr.;	— 46 fr.;	— 92 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (à Paris) 15 centimes

Directeur politique : Adrien Hébrard

Toutes les lettres destinées à la Rédaction doivent être adressées au Directeur

Le Journal ne répond pas des articles non insérés

Adresse télégraphique : TEMPS PARIS

Le Temps

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, SEINE et SEINE-ET-OISE...	Trois mois, 14 fr.;	Six mois, 28 fr.;	Un an, 56 fr.
DÉPART^ts et ALSACE-LORRAINE...	— 17 fr.;	— 34 fr.;	— 68 fr.
UNION POSTALE.....	— 18 fr.;	— 36 fr.;	— 72 fr.
AUTRES PAYS.....	— 23 fr.;	— 46 fr.;	— 92 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (départements) 20 centimes

ANNONCES : MM. LAGRANGE, CERF ET Cie, 8, place de la Bourse

Le Journal et les Régisseurs déclinent toute responsabilité quant à leur teneur

TÉLÉPHONE, 4 LIGNES :

N°s 103.07 — 103.08 — 103.09 — 119.40

Paris, 12 février

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

ESPAGNE

M. Silvela met une obstination, un acharnement qui méritent le respect, à tout simplement vivre. Le pouvoir à Madrid, à cette heure, n'a pas d'agréments qui puissent séduire un épicurien de la politique ou un ambitieux vulgaire. Il faut vraiment avoir le sentiment du devoir et la conviction chevillée à l'âme que soi-même ou son parti l'on est indispensable au bien public pour demeurer à un poste où il y a plus de coups à recevoir que de lauriers à cueillir.

Liquider le compte financier, matériel et moral de la guerre qui a définitivement mis un terme à la puissance coloniale de l'Espagne, rajuster les institutions militaires, le budget, le cadre des officiers et les débris de la marine aux nécessités plus modestes de l'ère nouvelle, consolider le trône d'Alphonse XIII, faire entrer la péninsule ibérique dans la voie des économies, des réformes et du recueillement, telle est la tâche qui s'impose à tout ministère espagnol au lendemain de la guerre hispano-américaine.

Ce n'est point une conception banale pour un conservateur que de revendiquer pour son parti le périlleux honneur de présider une telle évolution. A l'œuvre on juge l'ouvrier. Il est hors de doute que M. Silvela a commis des fautes, des fautes graves, des fautes en nombre et qu'il n'a pas droit à un brevet d'infaillibilité gouvernementale. Et pourtant ce n'est pas seulement recourir à un grossier et sot : *Tu quoque*, ni s'abaisser à un argument *ad hominem* de mauvais aloi que de déclarer très haut, en dehors de toute sympathie d'opinion et de toute prévention personnelle, que le président du conseil castillan a probablement fait aussi bien, sinon mieux, que n'eussent fait les plus bruyants de ses rivaux, et que le pays n'aurait pas grand'chose à gagner à changer d'attelage au milieu du gué qu'il traverse à grand'peine.

Ce qui a causé, à juste titre, les plus vives inquiétudes, pour ne pas dire les plus mortelles angoisses, à M. Silvela, depuis quelques mois, ce n'a point été l'action offensive à ciel ouvert de ses ennemis déclarés. Contre ces hostilités-là, il y a toujours moyen de se défendre et, si l'on est vaincu, c'est à armes loyales et après une lutte où chacun a pu déployer toutes ses forces. M. Silvela a été, est encore aux prises avec deux adversaires incomparablement plus redoutables.

L'un, insidieux en même temps qu'irréconciliable, se couvre volontiers d'un masque à la fois patriotique et conservateur et affecte de se placer sur un terrain en quelque sorte national. Ce sont les militaires qui épuisent les forces de l'Espagne, qui prétendent que le pays existe pour l'armée et non l'armée pour le pays, qui exigent le maintien intégral dans un Etat mutilé et appauvri d'un corps d'officiers dont l'effectif exorbitant était disproportionné déjà autrefois et est devenu monstrueux depuis les réductions inévitables.

Plaie d'argent, dit-on, n'est pas mortelle. Le dicton est contestable quand il s'agit d'un peuple pour lequel l'impôt constitue un prélèvement ruineux sur la production nationale et chez qui le budget est devenu une sorte de prébende à l'usage d'une caste d'autant plus arrogante qu'elle est moins *utile*. *Continuer à creuser l'abîme du déficit pour entretenir une multitude superflue d'officiers*, c'est renverser l'ordre naturel.

Il y a là tout ensemble une question financière, une question politique, une question morale, une question sociale et économique. Se mettre à dos toute cette corporation, tailler et trancher dans le vif en réduisant les cadres, en multipliant les retraites, les demi-soldes, les disponibilités, en diminuant les bourses, en tarissant la source de cet excédent par la décroissance graduelle du nombre des cadets, c'est une tâche d'Hercule.

Les généraux, pour devenir ministres de la guerre, acceptent du bout des lèvres le programme du président du conseil. Une fois dans la place, la camaraderie, l'esprit de corps, le préjugé professionel reprennent le dessus. Les économies promises en bloc et opérées sur papier blanc se transforment en demandes de crédits nouveaux pour le personnel, le matériel et les travaux de fortification. Pour mettre un frein à cette fringale, M. Silvela aurait besoin de pouvoir faire fond sur l'appui sans réserve de l'opinion.

En partie par son fait, en partie par la fatalité des circonstances, il ne l'a pas. Le mouvement des chambres de commerce, cette mobilisation en dehors des cadres des partis de négociants et d'hommes d'affaires que mène exclusivement et ouvertement leur intérêt pratique, a fortement ébranlé le crédit du ministère. Il ne s'agit pas seulement du conflit aigu de Barcelone. De tels incidents on vient à bout avec du tact, de la fermeté et de la patience. Le congrès de Valladolid après celui de Saragosse est plus inquiétant.

Les commerçants ont l'air de se désintéresser totalement du ministère et de se tracer une ligne de conduite qui pourra les pousser à un échec avec lui, mais qui ne saurait les amener à un accord. Le factotum et l'homme de confiance de cette ligue nouvelle, M. Paraiso, a tout l'air d'un dangereux explosif déposé sur le chemin du gouvernement. Force sera à celui-ci de s'entendre avec cette nouvelle opposition s'il ne veut pas être pris entre deux feux, entre les irréductibles partisans de l'armée intangible et les champions intransigeants du contribuable à bout de ressources.

Devant ces événements qui ont le pays pour théâtre, les discussions des Cortès semblent bien artificielles et stériles, malgré les assauts répétés que le comte d'Almenas mène au Sénat contre les hommes et les choses du présent régime. Il n'en est pas moins nécessaire pour un cabinet, s'il veut vivre, de posséder la majorité au Parlement. C'est ce que M. Silvela vient de dire nettement à la Chambre des députés qui s'est empressée de lui voter sa confiance à cinquante voix de pluralité.

Pour mince que soit cette accession de force — qui ne ressemble en rien à une transfusion d'un sang généreux et jeune dans l'organisme anémié et affaibli du gouvernement — le cabinet conservateur n'en est pas à dédaigner les petits revenants bons et il faut le féliciter d'être en position de montrer si sa bonne volonté est réelle et si, à la vue nette et à l'intelligence claire des urgentes nécessités d'une crise sans égale, il joint la force de détermination et le mépris des cyniques égoïsmes déguisés sous le nom de raison d'Etat, sans lequel il ne saurait, nous ne dirons pas vaincre, mais prolonger son existence.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

DES CORRESPONDANTS PARTICULIERS DU Temps

Constantinople, 12 février, 9 h. 20.

La mission pour la remise de l'Imtiaz à M. Loubet partira demain par l'*express-Orient*. Le chef de la mission est Djevad bey, secrétaire du sultan, qui sera accompagné des aides de camp du sultan, le général de division Abdullah pacha et le lieutenant-colonel Tewfik bey.

Berlin, 12 février, 8 heures.

Dans les milieux parlementaires, on croit que les travaux de la commission à laquelle a été renvoyé le projet d'accroissement de la flotte dureront assez longtemps. Les discussions rouleront surtout sur la question des voies et moyens financiers, qui sont la préoccupation capitale des différents partis. Naturellement, aucun ne se soucie d'approuver des mesures telles que certains impôts impopulaires.

Si l'on peut arriver à s'entendre sur un plan financier qui évite cet inconvénient, le projet, précisé et accommodé en commission, sera finalement adopté par une majorité composée de membres des deux fractions conservatrices, des nationaux-libéraux, de l'union libérale (Rickert-Barth) et d'une bonne moitié du centre catholique. Sinon, le projet gouvernemental sera rejeté et, en ce cas, on s'attend à la dissolution du Reichstag. Dans l'état actuel de l'opinion, le gouvernement impérial croit avoir une bonne plate-forme pour de nouvelles élections avec cette question nationale de la flotte.

Madrid, 12 février, 9 h. 50.

Les républicains de différentes nuances ont célébré hier le 27e anniversaire de la République fédérale de 1873 par des banquets, des réunions peu nombreuses à Madrid, Barcelone, Pampelune, Ségovie, Valence, etc. Il n'y a pas eu d'incidents, les autorités s'étant abstenues d'intervenir. On a remarqué que la plupart des orateurs ont été très vifs dans leurs critiques contre la complaisance du gouvernement qui a toléré l'extraordinaire développement des influences cléricales en Espagne depuis quinze ans. Ils ont surtout réprouvé le cas de l'évêque de Barcelone qui touche 25,000 piècettes au budget de l'Etat alors qu'il préconise le régionalisme et même la séparation, et fait prêcher des sermons en catalan dans la cathédrale de Barcelone.

Vienne, 12 février, 2 heures.

Le prince Henri de Prusse, revenant de Kiao-Tchéou, est arrivé ici hier soir.

A la gare, où les honneurs militaires lui ont été rendus, il a été reçu par l'empereur, les archiducs et les hauts dignitaires. L'empereur et le prince se sont salués très cordialement et donné l'accolade, puis se sont rendus en voiture au Hofburg, où le prince Henri sera l'hôte de l'empereur.

La presse souhaite au prince la bienvenue en termes chaleureux. Elle considère que cette visite a un autre caractère que celui d'une courtoisie officielle. Elle n'a pas seulement pour objet de remercier l'empereur François-Joseph, qui a récemment conféré au prince Henri le titre de vice-amiral autrichien. La présence à Vienne du frère de l'empereur d'Allemagne avant même son retour à Berlin est un témoignage nouveau et frappant que l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie est toujours aussi étroite et intime. Telle est la thèse officieuse que les journaux de Vienne développaient dès avant l'arrivée du prince.

Le Parlement autrichien est convoqué pour le 22 février.

Rome, 12 février, 10 h. 50.

Les autorités militaires ont infligé les arrêts dans une forteresse au lieutenant Chiarini qui, comme on sait, avait écrit une lettre de protestation au député socialiste français Gérault-Richard, à propos de ce que ce dernier avait dit de l'armée italienne à la conférence du député italien Ferri, à Paris. La cause de cette punition est que l'officier avait fait paraître sa lettre dans les journaux sans l'autorisation de ses supérieurs.

DERNIERE HEURE

Le président de la République a reçu, ce matin, MM. de Foville, conseiller maître à la Cour des comptes, Cottignies, procureur général à Montpellier, le docteur Coillot, ancien sénateur, Becq, préfet de la Corrèze, Ferré, préfet des Landes, Mascle, préfet de la Dordogne, Paul, préfet honoraire, le maire et une délégation de la municipalité de Courbevoie.

Le ministre de la guerre vient d'adresser la circulaire suivante aux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, aux généraux commandants de corps d'armée, au général commandant la division d'occupation de Tunisie :

Mon cher général,

J'ai été consulté au sujet de la tenue que pourraient porter les officiers qui prennent part aux concours hippiques, courses de chevaux, etc.

Je n'admets pas que les officiers soient autorisés à s'exhiber autrement qu'en tenue militaire. Ils ne peuvent consentir à déroger, en s'affublant d'habits rouges ou de casquettes multicolores, pour être admis à participer aux courses de gentlemen ou de jockeys.

Je ne fais d'exception à cette règle que pour le grand steeple-chase militaire international, qui sera couru à Auteuil pendant l'Exposition. Cette exception est motivée par le caractère international de cette course.

Cette interprétation s'applique à tous les gouvernements militaires et corps d'armée.

GALLIFFET.

L'agence Havas communique la note suivante :

Plusieurs journaux accréditent le bruit que le ministre de la guerre vient d'envoyer une circulaire confidentielle aux commandants des corps d'armée leur prescrivant de faire procéder à une enquête sur la vie privée des officiers sous leurs ordres.

Le ministre de la guerre donne à cette nouvelle le démenti le plus catégorique.

Obsèques de M. Hendlé

Rouen, 12 février.

La ville de Rouen et tout le département de la Seine-Inférieure ont fait, aujourd'hui, de belles funérailles à M. Hendlé qui avait administré, pendant dix-huit années, ce département, et laisse d'unanimes regrets.

Le corps avait été exposé, dès hier matin, dans un des salons de la préfecture, transformé en chapelle ardente. La population tout entière est venue respectueusement, dans l'après-midi, saluer le cercueil.

Les obsèques ont été célébrées ce matin à midi, et M. Zadoc Kahn, grand-rabbin de France, a récité les prières devant toutes les autorités de la Seine-Inférieure réunies à la préfecture. Dans une allocution très émue, le grand-rabbin a retracé brièvement la carrière de M. Hendlé et fait l'éloge de ses rares qualités, de son patriotisme et de sa science administrative.

Le cortège s'est ensuite formé : le conseil général, le conseil municipal, les diverses administrations, l'armée, y étaient représentés, et une foule considérable suivait, recueillie. Au passage du corps, les nombreuses personnes qui assistaient au défilé se découvraient respectueusement; les troupes de la garnison de Rouen avaient été disposées sur le parcours de la préfecture à la gare.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Waddington, sénateur; Brindeau, député; le commandant du 3e corps d'armée; le premier président de la cour d'appel; le maire de Rouen; le président du conseil général de la Seine-Inférieure; Lardin de Musset, préfet d'Indre-et-Loire; Coulon, président du conseil d'Etat.

A la gare, où le cortège arrive à une heure et demie, plusieurs discours ont été prononcés, par MM. Waddington, Brindeau, Lardin de Musset, au nom du gouvernement, le président du conseil général, le maire de Rouen, de Raissat, secrétaire général de la Seine-Inférieure, et Coulon, au nom des amis du défunt. Dans ces discours, les orateurs ont tous rappelé avec émotion les services que M. Hendlé avait rendus à son pays et au gouvernement de la République, l'ami sûr et dévoué qu'il était en même temps que l'habile administrateur.

La cérémonie, qui a pris fin à deux heures et demie, n'a cessé d'avoir un caractère de touchante manifestation, témoignage des vives sympathies qu'inspirait M. Hendlé à la ville entière.

A trois heures, le corps part pour Paris où les obsèques auront lieu, demain, à dix heures et demie, au cimetière Montmartre.

LES RADICAUX

M. Mesureur est l'homme du jour, à moins que ce ne soit M. Sarrien. Depuis l'élection de ce dernier à la présidence de la gauche démocratique, des bruits plus ou moins fondés lui attribuaient, à lui et à ses amis, au premier rang desquels on citait M. Mesureur, des desseins d'ailleurs mal définis. On ne savait pas ce qu'ils feraient, mais les gens informés affirmaient qu'ils feraient quelque chose. On les soupçonnait de nourrir dans l'ombre des projets malsains pour le ministère. On avait aperçu plusieurs radicaux de marque dînant ensemble au cabaret, et l'on prévoyait que ces agapes pourraient n'être pas sans influence sur la suite des événements. Déjà les journaux qui ont le privilège d'être à la fois des amis du gouvernement et de MM. Mesureur et Sarrien adressaient à ceux-ci, au nom de l'Union républicaine, de pressantes objurgations, tandis que les adversaires du cabinet observaient l'incident d'un œil goguenard et n'osaient encourager catégoriquement la manœuvre imputée aux radicaux, mais laissaient deviner qu'ils n'eussent pas été fâchés qu'elle réussît.

Cependant, on n'avait aucun renseignement positif. Le seul document autorisé était la note de la gauche démocratique, portant que l'élection de M. Sarrien n'était pas une déclaration de guerre au cabinet. Cela n'établissait pas qu'il n'existât point une hostilité sourde. Enfin M. Mesureur lui-même a pris hier la parole, avec M. Klotz, dans la Somme. Les discours prononcés là sont fort intéressants et devront être médités par tous les hommes politiques, particulièrement par les modérés, qui avaient la tentation, assez étrange et nouvelle, de sympathiser avec les radicaux.

En somme, M. Mesureur est mécontent. Oh! il ne dénonce pas l'union républicaine, il ne condamne pas précisément la politique qui a prévalu dans ces derniers mois. Mais il se répand en plaintes et en regrets. Il déplore l'affaire Dreyfus, il gémit de voir la réaction se livrer à un retour offensif sous le couvert du nationalisme, il désapprouve les « violences de langage qui ont singulièrement servi nos adversaires », et il demande si « l'on devait ébranler tout ce qui, dans ce pays, mérite sa confiance ». Tous les partis, selon M. Mesureur, auraient ainsi commis des fautes. C'est bien possible. On ne jurerait pas qu'il ait tort. Mais le parti radical serait-il seul blanc comme neige? La gauche démocratique serait-elle désignée pour réparer toutes les erreurs et remettre la France dans le droit chemin?

Il est un point du programme de M. Mesureur sur lequel nous sommes pleinement d'accord avec lui. Il a insisté sur la nécessité de faire l'apaisement. Nous croyons aussi que cet apaisement est dans les vœux et dans les besoins du pays. M. Mesureur a nettement fait comprendre qu'il voterait l'amnistie. M. Klotz a rappelé avec à-propos que les amnisties étaient dans la tradition républicaine, dans la tradition de Gambetta. Si l'on excepte quelques exaltés de droite et de gauche, tout le monde sent aujourd'hui que le patriotisme ordonne de rendre le repos au pays surmené par deux années de trouble et qui ne peut vivre dans un état de crise permanente. Quand bien même l'Exposition n'ouvrirait pas demain, le souci de la conservation nationale exigerait le retour à la concorde et la *réconciliation* de tous les Français.

Pour avoir adhéré publiquement et avec force à ces vérités, M. Mesureur mérite la reconnaissance de ses concitoyens. Mais pourquoi, tout aussitôt, change-t-il de ton et s'arrange-t-il pour leur inspirer de nouvelles inquiétudes? Pourquoi, révérence parler, le garde champêtre se transforme-t-il en loup-garou? Savez-vous la raison qui anime M. Mesureur d'un tel enthousiasme pour l'apaisement? C'est qu'une fois l'apaisement fait on pourrait s'occuper d'appliquer le programme radical. Savez-vous quel a été, selon M. Mesureur, le grand inconvénient de l'affaire Dreyfus? C'est que la Chambre et le pays n'ont pas pensé, pendant ce temps, au programme radical, ayant autre chose à penser. Au lendemain de l'amnistie, on pourra « édicter des garanties à l'égard du clergé, des congrégations et des biens de mainmorte, mettre enfin plus d'égalité dans l'impôt, etc... ». On sait ce que cette dernière formule peut signifier dans la bouche d'un des chefs du radicalisme. Et M. Klotz déclare, lui aussi, qu'il est temps d'accomplir « une œuvre positive de réformes fiscales et sociales », et qu'il lui faudra « des actes, non plus des projets de loi de façade », faute de quoi il serait contraint de se séparer du gouvernement.

Donc, M. Mesureur et ses amis ne cherchent à clore une ère d'agitation que pour en ouvrir une autre. Telle est leur manière de rétablir la paix. Ils veulent remplacer les luttes qui se sont livrées autour de l'affaire Dreyfus par d'autres *luttes autour de réformes que la majorité*, ou à tout le moins, une partie considérable de la nation regarde comme funestes. Ils affichent un profond respect — qui du reste n'est point leur monopole — pour nos institutions militaires; mais ils veulent avoir licence de bouleverser nos institutions fiscales et sociales. Ce qu'ils reprochent au ministère actuel, c'est sa tiédeur. S'ils lui succédaient, ce serait pour faire du radicalisme plus avancé. Soit! C'est leur droit. Mais il n'est pas mauvais qu'on sache à quoi s'en tenir.

BIZERTE

A peine avions-nous occupé la Tunisie que ce nom pénétrait aussi profondément dans l'imagination populaire comme celui d'une acquisition de premier ordre. Cette croyance n'a jamais fléchi depuis. Les visiteurs qui reviennent de Bizerte en emportent la sympathie qu'inspire toujours un endroit charmant, et il n'y en a pas beaucoup de plus charmants sur les bords de la Méditerranée. Entre son lac aux contours précis comme une construction humaine et cette mer où l'on retrouve la couleur de violette dont parle le vieil Homère, c'est un pays doucement accidenté, vert, ce qui est si rare sous ce ciel ardent, et tout semé de beaux oliviers, avec un fond de montagnes aux contours fermes et sobres. Pour représenter les premières scènes de l'Evangile, celle des environs de Nazareth et des bords riants du lac Tibériade, on n'aurait pas besoin d'aller chercher d'autres décors.

Et combien cette position est naturellement forte, avec quelle facilité elle peut devenir un instrument de grande puissance aux mains d'une nation capable de l'utiliser, le simple aspect des lieux suffit à le faire comprendre sans qu'il soit besoin de connaissances spéciales. Ce lac de Bizerte est d'une profondeur qui permet aux plus grands navires d'y entrer. Le bord méridional en est à onze kilomètres de la côte, c'est-à-dire hors des atteintes d'une attaque venant de la mer. Pour en faire le plus sûr des refuges, il n'y aurait qu'à creuser un goulet au lac à travers une bande de sable, affaire de deux kilomètres; à construire, sur le point le mieux abrité, un arsenal où les navires pussent séjourner, se ravitailler et se réparer au besoin, et à fortifier les coteaux environnants qui sont faits à souhait pour une défense.

Les baies où l'on trouve réunis de pareils avantages ne sont déjà pas très communes sur le globe, mais si l'on considère non plus les conditions locales mais la mer où il s'agit d'opérer, on voit que Bizerte peut être mieux qu'un refuge, une base d'opérations dont on peut dire qu'elle est providentiellement placée. Il commande, en effet, le détroit de la Sicile entre les deux portions de la Méditerranée, et sans comparer la situation à celle de Gibraltar, comme on le fait quelquefois, il est certain que, de là, rien qu'avec des engins à petit rayon d'action comme sont les torpilleurs, on pourrait singulièrement gêner les mouvements d'un ennemi.

Aussi ne faut-il point s'étonner que quiconque a visité Bizerte soit partisan enthousiaste des travaux nécessaires pour l'aménager et que les divers résidents généraux qui se sont succédé en Tunisie depuis M. Cambon jusqu'à M. Millet n'aient cessé de harceler le gouvernement français pour l'engager à tirer parti de cette position unique. Ce fut M. Ribot qui mit les choses en train. La combinaison à laquelle il s'arrêta n'était assurément qu'un commencement. Il faut se rappeler qu'en 1890 notre occupation n'avait pas encore l'acquiescement définitif des puissances et que toute entreprise de notre part à Bizerte devait donner de l'ombrage à celles qui nous jalousaient. Ce qui paraît insuffisant et bien timide aujourd'hui était donc alors une véritable hardiesse. Le port dont on décida la création devait être purement commercial; la pauvre et modeste Tunisie qui n'y avait qu'un médiocre intérêt en fit tous les frais. La forme du protectorat et l'autonomie budgétaire qui en est la conséquence permirent d'engager une dépense de dix millions dans des conditions de discrétion à peu près absolues. De cette manière on ne donna prise à des questions diplomatiques embarrassantes par aucun fait public précis.

Puisqu'on n'avait voulu faire qu'un port de commerce, ce qu'on fit ne pouvait en aucune manière être un port de guerre. Cependant, notre flotte y trouva une première utilité : c'était la possibilité de pénétrer dans le lac. Mais elle n'en pouvait profiter au cours d'une période d'hostilité qu'autant qu'elle serait défendue par un ensemble de fortifications pouvant la protéger à la fois contre un assaillant venant de la mer et contre un assaillant venant de la terre. Ce n'est guère qu'en 1896 que l'on commença à songer sérieusement à cette protection. Les premiers crédits inscrits au budget français étaient tout à fait disproportionnés avec le but auquel on tendait, et l'on était parti pour n'avancer encore une fois les choses qu'à demi lorsque deux événements sont venus ouvrir tous les yeux sur les dangers d'une création incomplète.

Le premier est l'affaire de Santiago. On apprit là par l'expédition hardie du lieutenant Hobson qu'un goulet étroit s'il a l'avantage d'être facile à défendre a aussi l'inconvénient de pouvoir être facilement obstrué. En y coulant un navire, c'est comme un bouchon à une bouteille et le port peut se changer en prison.

Le second est la tension des rapports entre la France et l'Angleterre qui se produisit il y a dix-huit mois. Notre nation, qui n'avait jamais envisagé la possibilité d'un conflit avec sa voisine, fut surprise au milieu de la confiance absolue que lui inspiraient ses intentions pacifiques, et nulle part cette confiance n'était plus évidente qu'en Tunisie. Ce n'est point un mystère que l'Angleterre avait réuni 16,000 hommes à Malte, tandis que nous n'en avions que quelques centaines à Bizerte. Le port était donc à la merci d'un coup de main; et il eût été fort imprudent à nos navires de recourir à un refuge aussi mal gardé.

Ces leçons n'ont pas été perdues. Déjà M. Delcassé avait obtenu que le chiffre des troupes en Tunisie fût presque doublé. Et les mesures que ses collègues de la marine et de la guerre et lui ont fait comprendre dans les projets que le gouvernement vient de soumettre aux Chambres feront enfin de Bizerte le grand port de guerre que révalt l'opinion. Les principales de ces mesures consistent à construire une jetée en pleine mer, analogue à celle de Cherbourg, couvrant l'entrée du goulet, à creuser l'avant-port, à élargir le goulet qui, de cent mètres de large, sera porté à deux cents, et à l'approfondir, à construire un arsenal dans le fond du lac. La jetée en pleine mer empêchera tout navire ennemi d'essayer de se jeter dans le goulet par une marche forcée en ligne droite; il faudra la contourner, évoluer, présenter le flanc aux batteries de la côte : c'est dire que ce qui pouvait se tenter à Santiago deviendra absolument impossible à Bizerte. Le creusement de l'avant-port permettra d'y reléguer le port de commerce; il eût été saugrenu de laisser celui-ci dans le goulet même, où il a été placé jusqu'à présent. L'élargissement du goulet en rendra l'obstruement plus difficile et donnera toute liberté aux manœuvres des cuirassés. L'arsenal, pourvu de formes de radoub et de magasins bien approvisionnés, assurera le ravitaillement et la réparation des navires.

Si notre époque savait jouir de ses propres œuvres, cette création de Bizerte serait une joie pour tous les colons patriotes et un sujet de reconnaissance pour les hommes qui l'ont provoquée et décidée. C'est là un gain net, un accroissement palpable de la force nationale. Depuis la création de Cherbourg par Louis XIV, notre marine n'avait rien vu de semblable. Les crédits prévus par le budget s'élèvent, travaux, outillage et approvisionnements compris, à 38,384,000 francs. Si l'on y joint ce qui a déjà été dépensé tant par la Tunisie que par le gouvernement français, on constate que notre sixième port de guerre nous coûtera en tout 53 millions. Plaise à Dieu que nous n'employions jamais plus mal notre argent!

AFFAIRES COLONIALES

Les troubles de la Martinique

MM. Denis Guibert et Duquesnay, députés de la Martinique, viennent d'adresser la lettre suivante au président du conseil :

Paris, 10 février.

Monsieur le président du conseil,

Comme suite aux entretiens que l'un de nous, M. Duquesnay, a eus hier et aujourd'hui avec vous et avec le ministre des colonies, nous avons l'honneur de vous informer que nous vous demanderons, au début de la séance de lundi, de répondre à une question relative aux événements douloureux qui viennent de se produire à la Martinique.

Un peu de prévoyance eût épargné au pays l'émotion qu'il ressent si les avertissements donnés et réitérés par nous, depuis vingt mois, avaient eu le pouvoir d'émouvoir M. le ministre des colonies et les fonctionnaires de son département.

Veuillez agréer, etc.

A ce propos, le groupe socialiste des Antilles, résidant à Paris, publie sous la signature de MM. Lagrosillière, Brinton, Nelson, etc., une déclaration où il est dit :

Parce que des travailleurs ont demandé une augmentation de salaire dans le même temps qu'on leur imposait une augmentation de tâches, le signal du massacre a été donné contre ces hommes.

C'est le crime odieux d'une fraction du patronat contre une fraction du prolétariat, et c'est un des plus insolents défis d'une classe qu'ait eus à enregistrer l'histoire de France.

Sur la vieille terre française des Antilles, l'armée, l'armée de guerre civile, a imprimé une horrible tache sanglante que rien ne pourra laver. Et elle a, d'un seul coup, dans un éclair rapide, montré à toute une population la pleine laideur du militarisme, la lâcheté féroce des chefs et la déchéance morale des subordonnés.

Et maintenant, nous savons plus que jamais quel devoir nous incombe. Aujourd'hui que, dans sa folie atroce, le patronat a fait pénétrer dans la tête du prolétariat, par le fer et par le feu, l'idée nécessaire de la lutte de classes, nous ne faillirons pas à l'œuvre d'organisation socialiste à la Martinique, et le triomphe de la pensée socialiste sera, là-bas, la revanche du prolétariat.

Ajoutons qu'après avoir reçu de M. Gabrié le télégramme que nous avons publié hier, le ministre des colonies a de nouveau câblé au gouverneur de la Martinique. Il lui a demandé un récit circonstancié de la collision survenue entre les grévistes et les soldats et des motifs qui avaient amené ceux-ci à faire usage de leurs armes. En outre, M. Gabrié a été prié de faire connaître en détail les termes soumis à l'arbitrage du secrétaire général de la Martinique par les ouvriers et les patrons des usines du François.

Djibouti

On nous télégraphie de Marseille :

Le paquebot *Djemnah*, courrier de Madagascar et de la côte orientale d'Afrique, est arrivé, hier, avec une centaine de passagers, dont MM. de Schédeuvre, commandant en second la mission du comte Léontief, Espéret, secrétaire général de ce dernier, Sébillon, officier commandant l'escorte de tirailleurs sénégalais, Bouchier, agent d'intendance et les 85 tirailleurs sénégalais qui ont appartenu tous à la mission Léontief. Ce dernier est attendu dans la soirée et doit arriver par l'*Ernest-Simons*.

Le journal *Djibouti*, apporté par le *Djemnah*, rend compte de l'expédition conduite de Djibouti au fleuve Omo et au lac Rodolphe par le dedjaz Léontief ayant sous ses ordres le fitaouarie de Schedeuvre, commandant en second, le docteur Kahn, MM. Leymarie et Sébillon, officiers de tirailleurs sénégalais, Bouchier, agent d'intendance, Espéret, secrétaire général, cinq cosaques de l'escorte particulière du tsar, une compagnie de tirailleurs sénégalais, un contingent de soldats éthiopiens et une foule de porteurs indigènes.

La colonne ainsi formée était forte d'environ deux mille hommes. Les indigènes étaient accompagnés de leurs femmes, selon la coutume abyssine, quand il s'agit d'aller fonder des établissements définitifs.

L'expédition partit d'Addis-Ababa en juin 1899, atteignit le lac Rodolphe le 20 août suivant, après avoir fait l'exploration du bassin du fleuve Omo, véritable paradis des chasseurs, pays d'une fertilité prodigieuse, où la population est très dense et les bestiaux très nombreux.

De nombreuses peuplades, très belliqueuses, avoisinent le fleuve Omo et le lac Rodolphe où elles chassent l'éléphant. Elles sont vite entrées en composition et ont fait des échanges avec les blancs. Divers traités ont été conclus avec plusieurs rois et la suzeraineté de l'empereur Ménélik a été acceptée partout sans qu'il ait été nécessaire d'employer la violence.

Des tirailleurs sénégalais ont été établis aux points les plus importants de ces provinces équatoriales, qui sont Bako, Benta, Malé, Ouba, Bao, Bachada et sur les bords du lac Rodolphe, pour garder les drapeaux éthiopiens qui y ont été plantés. Les sénégalais ont procédé à l'instruction militaire des indigènes et déjà l'administration fonctionne partout, sous le contrôle des Européens.

L'expédition Léontief rapporte des collections ethnographiques remarquables qui figureront à l'Exposition de 1900, au pavillon de Djibouti.

Géographiquement elle a fait la reconnaissance complète du cours du fleuve Omo et établi qu'il prend sa source dans la région de Jésuma et va se jeter dans le lac Rodolphe par un estuaire excessivement large.

FEUILLETON DU Temps
DU 13 FÉVRIER 1900

LA MUSIQUE

A l'Opéra-Comique : *Louise*, roman musical en quatre actes et cinq tableaux, paroles et musique de M. Gustave Charpentier. — A l'Opéra : *Lancelot*, drame lyrique en quatre actes et six tableaux, poème de Louis Gallet et de M. Edouard Blau, musique de M. Victorin de Joncières.

Louise, roman musical, en quatre *actes* et cinq *tableaux*. Ce titre, où quelque prétention se mêle à quelque incohérence, donne une idée assez exacte des défauts de l'œuvre. Mais il ne donne aucune idée de ses qualités. Les uns et les autres sont considérables et peu communs.

L'intrigue de ce roman est peu de chose. Premier acte : Louise, petite ouvrière de Montmartre, écoute à la fenêtre les propos amoureux que lui tient d'une mansarde voisine le poète Julien. La mère de Louise surprend l'entretien et se fâche : elle ne donnera jamais sa fille à un bohème, à un fainéant, à un coureur de brasseries. Survient le père, brave ouvrier, harassé de sa journée de travail. Scène d'intérieur; repas de famille, potage, café, pipe et causerie. Le père ouvre une lettre : c'est celle par laquelle Julien lui demande la main de Louise. Il n'est pas bien loin de se laisser attendrir. Mais l'acariâtre ménagère n'a pas de faiblesses. Elle s'emporte de nouveau en injures contre le poète; elle souffllette Louise, qui tente de défendre son amoureux. La petite pleure; le père la console de son mieux; il lui parle de résignation, de sagesse, d'expérience; et, quand il croit l'avoir calmée, il la prie de lui lire le journal. Il s'installe, il reprend sa pipe, et Louise, d'une voix basse, commence la lecture... La toile tombe. Deuxième acte. Premier tableau. A la porte de l'atelier de couture où Louise travaille. Julien, décidément repoussé par les parents, essaye d'entraîner la jeune fille à fuir avec lui. Elle résiste encore. Deuxième tableau. L'atelier. On entend sous les fenêtres la voix de Julien, venu avec quelques camarades de bohème pour donner une sérénade à Louise. Il chante son amour et sa douleur, tandis que ses amis exécutent en guise d'accompagnement un burlesque charivari. Cette fois Louise ne résiste plus. Sans répondre aux questions de ses compagnes, elle se lève, met son chapeau et rejoint son amoureux. Troisième acte. Le jardin de la maisonnette qu'habitent Louise et Julien au faîte de Montmartre. C'est le soir. Duo d'amour. Les poètes, les peintres, les musiciens de la « butte sacrée » viennent offrir une fête aux deux amants : ils couronnent Louise Muse de Montmartre. Au milieu du divertissement, la mère de Louise paraît tout à coup. Elle vient chercher sa fille et la supplie de l'accompagner au chevet du père malade. Louise n'y consent qu'à une condition : on la laissera libre, elle pourra revenir près de Julien. La mère promet. Quatrième acte. Même décor qu'au premier. Louise est de nouveau chez ses parents. Mais ceux-ci ont oublié leur promesse et refusent de la laisser partir. Ils cherchent en vain à toucher son cœur; elle n'a plus pour eux qu'indifférence et révolte. Après une violente querelle avec son père, elle s'échappe. Rideau.

Mais ce sujet, très bref et très simple, s'augmente et se complique d'un autre, qui est peut-être le principal et peut-être l'accessoire, car l'intention de M. Charpentier n'est pas manifeste : ce nouveau sujet, c'est l'influence de Paris, du plaisir de Paris et des tentations de Paris sur les pauvres filles. Et pareillement, aux quatre personnages vivants, mais assez symboliques déjà, que vous connaissez, le père, la mère, la fille et l'amant, s'en ajoute un cinquième, plus symbolique encore, énorme et présent à toutes les scènes du drame, c'est Paris la grand'ville. Paris est le personnage essentiel de *Louise;* il emplit, domine, conduit et dénoue l'action. Il se révèle dès le premier acte; le journal que Louise lit à son père commence par ces mots : « La saison printanière est des plus brillantes; Paris, tout en fête... » Et Louise s'arrête et répète à demi-voix, comme en extase : « Paris!... » Il apparaît au second acte, soudainement personnifié dans un être fantastique. C'est à la fin de la nuit, dans le carrefour de Montmartre, où Louise passera tout à l'heure. La ville s'éveille sous la brume crépusculaire. Une petite chiffonnière, une gla

L'empereur Ménélik est allé à Boulga visiter le tombeau de son père.

Courrier du Tonkin

On nous télégraphie de Marseille :

Le paquebot *Ernest-Simons*, courrier d'Extrême-Orient, est arrivé la nuit dernière avec 153 passagers, dont le comte Léontief, qui a pris passage à Port-Saïd, accompagné du docteur Kahn, médecin de sa mission; MM. Foukouba, commissaire général du Japon à l'Exposition de 1900; Ducos, résident supérieur au Cambodge.

A Shanghaï, le paquebot avait pris le vice-roi de Canton, Li Hung Chang, et sa suite, qui débarquèrent à l'escale de Hong-Kong.

LA GUERRE DU TRANSVAAL

Il est impossible maintenant de ne pas voir que la situation de l'armée anglaise du Natal justifie de sérieuses inquiétudes que la presse anglaise, d'ailleurs, ne cherche pas à dissimuler.

Ce n'est pas seulement parce que, selon le critique militaire de la *Westminster Gazette*, les deux régiments et demi de cavalerie enfermés à Ladysmith doivent être réduits en réalité à quatre escadrons et sont par conséquent incapables d'un effort sérieux, ni même comme on le télégraphiait à la *Morning Post* le 9 février, parce que les Boers ont élevé, autour de cette ville, des retranchements si formidables qu'une force minime suffit à empêcher toute sortie; ce n'est pas parce que, d'après la même dépêche, pour frayer un chemin par Doornkloof il faudrait sacrifier (peut-être en vain) au moins une ou deux brigades et perdre trois mille homme autour de Spion Kopje, ou une douzaine de canons comme à Colenso : non, ce n'est pas seulement toute cette série de circonstances adverses qui rend si précaire la situation du général Buller.

Voici qu'il a maintenant à compter avec une véritable tentative des fédérés pour tourner son flanc droit. On annonce, en effet, de toutes parts, que le général Joubert, avec 6,000 hommes environ, a poussé de la montagne d'Inlawa, au sud de la Tugela et à l'est de Colenso, jusque sur les hauteurs de Bloy's farm, à une heure environ de Chieveley. Or, cette position commande à la fois Colenso et la Tugela, Chieveley et le chemin de fer de Durban.

La ligne de communication de Buller est menacée. Son flanc droit est tourné. D'attaquant, il devient attaqué. On peut presque affirmer que, déjà, il a dû quitter le camp de Spearman pour repousser Joubert. Le général Buller n'essaye plus de débloquer Ladysmith.

Les dépêches qui annoncent une reprise des opérations sur la Tugela supérieure contiennent une forte dose de *bluff*. Buller doit être en ce moment tout occupé à protéger sa ligne de communication.

Il y a plus. L'invasion du Zoulouland par une colonne anglaise, annoncée à plusieurs reprises, ne devait être au plus qu'une tentative pour résister à la lente pénétration des Boers qui occupent à loisir tout le nord du pays. Leur action semble dirigée contre la ville de Greytown. Ils compléteraient ainsi à l'extrême Est l'invasion de la colonie du Natal.

Sur l'autre extrémité des frontières fédérées, le général lord Roberts vient d'arriver à la Modder river. On annonce en même temps que le général Clement succède au général French dans le district de Colesberg et que le général French serait avec lord Roberts pour prendre le commandement de la brigade de cavalerie sur la Modder.

Est-ce par là que va se tenter l'invasion tant annoncée du sud de l'Orange? Ne serait-ce point plutôt et plus simplement un nouvel effort pour dégager Kimberley? Par la presse du Cap arrive la nouvelle, longtemps cachée par les censeurs, que les assiégés en sont réduits à la viande de cheval. M. Cecil Rhodes doit maigrir... d'inquiétude. Or, on sait que le gouvernement anglais est plein de sollicitude pour M. Cecil Rhodes.

Sur la Modder

Comme au Natal, les Boers font preuve d'une recrudescence d'activité. Kimberley est serré de plus près. Le 7 février, le colonel Kekewich a fait savoir que les Boers, qui ont quitté Mafeking, ont amené avec eux un canon de six pouces, qui a immédiatement ouvert le feu, et un canon à tir rapide. Du Cap, on télégraphie que, à cette même date, les assiégeants, dont le nombre a considérablement augmenté, ont commencé à élever des retranchements autour de la mine « Premcer ». Enfin, d'après une correspondance reçue par la *Daily Mail*, la garnison de la place en serait réduite, depuis un mois, à manger de la viande de cheval. Le bombardement continue par intermittence. Les obus tombent dans les rues.

Une dépêche de Modder-River même, du 10 février, signale cet état de choses, en même temps qu'elle annonce que lord Roberts est arrivé au camp et que les troupes lui ont fait un accueil enthousiaste.

Le généralissime a visité dans la matinée le camp des highlanders et a félicité le général Macdonald et ses troupes de leur belle conduite au gué de Koodoosberg.

Les highlanders, en rentrant hier soir au camp, ont raconté qu'ils avaient trouvé une douzaine de cadavres que les fédéraux n'avaient pu ensevelir.

Les Anglais croient que les pertes des républicains dépassent celles du général Macdonald.

Ce matin, de bonne heure, les pièces de marine ont bombardé la position des Boers.

L'étrange silence des canons ennemis sur les crêtes de Maggersfontein fait croire que les fédéraux se sont retirés; cependant, leurs canons occupent toujours les tranchées, mais en petit nombre.

Le gros des Boers semble s'être porté sur le flanc ou sur Kimberley.

Les fédéraux paraissent avoir amené de gros canons de Mafeking pour bombarder Kimberley.

Ils ont fait sauter complètement le chemin de fer au delà du garage de Merton et l'on croit qu'ils préfèrent détruire la ligne que de la défendre.

Autour de Colesberg

Mêmes phénomènes dans la région de Colesberg: les Boers deviennent plus agressifs. On télégraphie de Rensburg, le 10 février.

Les fédéraux ont abordé, hier, le flanc ouest des Anglais et ont occupé Bastard's neck; ils y ont établi un canon ce matin et sont descendus vers le sud; ils se sont emparés de la ferme Hobkirch, à cinq milles des avant-postes anglais. Ceux-ci les ont tenus à distance chaque fois qu'ils se sont aventurés dans la zone du feu.

Aujourd'hui, une forte reconnaissance d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie montée, allant dans la direction de Slingersfontein, a délogé les Boers des collines avoisinantes et a déblayé la route, permettant ainsi le passage d'un important convoi.

Les Boers, postés dans leur ancienne position de l'ouest, ont lancé dans l'après-midi quelques obus dans la direction du camp anglais sans causer aucune perte.

Comme les Boers, en force considérable débordaient hier le flanc et menaçaient les communications anglaises entre Slingersfontein et Rensburg, une autre reconnaissance, quittant Slingersfontein, a rencontré une force boer considérable qui essayait d'installer un canon pour bombarder le camp anglais au sud-est. Les Anglais réussirent à empêcher les Boers d'établir leur canon et les convois anglais purent atteindre Slingersfontein.

Pendant la reconnaissance, une vingtaine d'Australiens qui s'étaient trop aventurés furent cernés pendant toute la journée, mais ils purent s'échapper à la faveur de la nuit, perdant un mort et trois blessés.

Quelques escarmouches ont eu lieu aujourd'hui sur les collines de l'Est avec des groupes de Boers, composés d'une trentaine d'hommes.

Les Boers ont capturé jeudi deux journalistes australiens, et les Anglais ont pris quatre Boers.

Au Cap

On télégraphie de Capetown que les exportations au Cap se sont élevées, pendant le mois de janvier dernier, à 251,182 livres sterling contre 2,312,114 livres en janvier 1899. La diminution considérable, qui provient de la guerre, est en grande partie due à la cessation complète d'envois d'or et de diamants.

Une brochure des socialistes anglais

Le parti ouvrier indépendant, qui a à sa tête Keir Hardie, vient d'éditer une brochure qu'on répand par centaines de mille exemplaires dans le Royaume-Uni. En voici un extrait :

Les Anglais haïssent la République du Transvaal, parce qu'elle est une république.

Impôts au Transvaal. — Ce sont les riches qui sont le plus lourdement taxés. Quant aux travailleurs (les uitlanders), qui gagnent de 25 à 50 francs par jour, ils ne payent en tout et pour tout que 22 fr. 50 d'impôt par an.

Salaires. — A Johannesburg, les salaires sont deux fois plus élevés que dans les mines de Kimberley, qui appartiennent à Cecil Rhodes et Cie. Les propriétaires de mines de Johannesburg ont déjà fait connaître leur intention d'abaisser les salaires de 40 0/0 dès que le Transvaal aura été annexé par l'Angleterre.

Repos du dimanche. — A Kimberley, on travaille dans les mines sept jours par semaine. A Johannesburg, le président Krüger met à l'amende les industriels qui font travailler leurs ouvriers le dimanche. A Kimberley, les Cafres travaillent douze heures par jour. Au Transvaal, la journée de huit heures existe de par la loi.

Vous, membres des associations ouvrières, n'oubliez pas que les aliments et le charbon coûtent de plus en plus cher à la suite de cette guerre. Mais votre salaire reste le même! Voilà qui explique pourquoi les riches sont pour la guerre!

Aucun intérêt national n'était en jeu. Cette guerre n'est faite que dans le seul intérêt des spéculateurs appuyés par le renégat radical Joé Chamberlain.

Ouvriers, mettez fin à cette guerre fratricide. Si vous ne le faites pas, vous verrez encore couler des torrents de sang et anéantir des milliers d'existences!

Et pourquoi?

Afin que les riches en Angleterre deviennent encore plus riches et les pauvres plus pauvres!

Petites Nouvelles

Cinq mille chevaux, achetés en Hongrie par les agents du gouvernement anglais, arriveront ces jours prochains à Fiume et à Trieste pour être embarqués sur des navires anglais à destination de Durban.

Les gouvernements de Vienne et de Budapest ont interdit aux compagnies de navigation subventionnées par eux de transporter ces chevaux qu'ils considèrent comme contrebande de guerre.

— Les journaux anglais se préoccupent beaucoup des faits et gestes de M. Leyds. Tous les jours ils nous annoncent de nouveaux déplacements du représentant du gouvernement transvaalien. Aujourd'hui le correspondant du *Standard* à Berlin dit que M. Leyds aurait l'intention de se rendre à la Riviera pour conférer avec une haute personnalité russe et peut-être même avec sir Edmund Monson.

LETTRES DE BERLIN

(*De notre correspondant particulier*)

Berlin, 10 février.

Croquis parlementaires : la discussion du projet d'accroissement de la flotte au Reichstag (deuxième séance).

Il fait, ce vendredi, si beau soleil, que j'aimerais mieux aller au bois... Me voici pourtant à mon poste : le comte de Ballestrem arrive, gai, jovial même. Debout encore, il relève ses lunettes sur le front et distribue des poignées de main. L'amiral Tirpitz est déjà installé à sa place, qui est un peu une sellette. Bebel est à son banc. Un député ventru, qui ne peut appartenir qu'à la droite ou au centre, rôde çà et là, fait des visites. La sonnette retentit. Le comte d'Arnim, orateur gouvernemental, monte à la tribune et préconise le projet d'accroissement de la flotte devant une salle à moitié vide. Sa courte barbe blanche en pointe ne manque pas de subtilité, mais il a la voix terne et le geste flou. Le gouvernement n'a pas de chance avec ses orateurs : ils sont tous plus ennuyeux les uns que les autres. On n'écoute pas. Seul, l'amiral Tirpitz, tourné vers la tribune, ne perd pas une syllabe. Je regarde Richter, le terrible Richter, espoir des ennemis du projet. Il a l'air très ours; mais le front large, haut, respire la puissance. Il semble chercher des mots au plafond pour son discours de tout à l'heure, dont il achève de rédiger le canevas. Il serre les dents, médite, consulte à peine ses partisans. Le comte de Ballestrem déploie son mouchoir rouge comme un drapeau. Le comte Posadowsky, secrétaire d'Etat à l'intérieur, se concerte avec son collègue de la marine. L'orateur nous endort. Richter écrit toujours. La conférence entre l'amiral Tirpitz et le comte Posadowsky s'anime. Richter devient grognon : on dirait qu'il a envie de mordre. L'amiral Tirpitz se rapproche de la tribune pour mieux entendre.

Le président, comte de Ballestrem, s'épanouit tout entier dans un vaste sourire : il a la mine d'un grand-père, du bénin grand-papa de la *Flottengesetz*. Bebel, bavarde, en riant, plein de verve; il fait son geste de l'index droit : j'espère qu'il prendra la parole. Richter se prépare, se fortifie : il boit de l'eau. Voici le comte de Bülow, tout souriant, alerte. Le front dans la main gauche, accoudé, M. de Posadowsky étudie quelque pièce. Je tombe de sommeil. L'orateur a prononcé le nom de Windthorst; Richter dresse l'oreille, écoute un instant. M. de Bülow travaille : l'amiral Tirpitz lui pose presque timidement une question à laquelle un signe négatif et assez nerveux réplique. On écoute peu le comte d'Arnim. Voilà Liebknecht, environné de paperasses. Enfin, l'orateur a terminé.

M. de Posadowsky, sans quitter sa place, recommence l'argumentation gouvernementale, la complète, la précise, avec un certain bonheur d'expression et d'accent. Les bras croisés, M. de Bülow tantôt écoute et tantôt considère le plafond. Richter écrit toujours. Bebel paraît attentif. Ma prose hâtive ne réussira point à vous faire voir clairement le phénomène le plus curieux, le plus émouvant de la journée, je veux dire la présence du prince de Hohenlohe; personne, parmi les assistants, ne peut chasser de sa pensée le spectre de Bismarck à l'instant où se montre — contraste effrayant! — le chancelier actuel de l'empire : successeur du géant bourru, un tout petit vieillard très distingué et très doux, se trouve soudain — j'ignore quand et par où il entra... — à la gauche de M. de Posadowsky. Le reste de vie qui subsiste en lui, qui s'obstine vaillamment en lui, se réfugie dans la tête émaciée mais fière encore. Le prince de Hohenlohe se frotte les yeux, les tourne tantôt à droite tantôt à gauche, penche le front vers l'épaule gauche, puis vers la droite, enferme son menton dans la main droite.

Dans les tribunes, l'affluence est énorme. Il y a quelques femmes élégantes. Le prince de Hohenlohe s'assoupit, en apparence. Puis il lance un regard vague au comte Posadowsky dont la harangue se prolonge. De loin, le chancelier a quelques traits de Léon XIII. Il se cache une minute le front dans la main droite qui retombe et qu'il considère une minute aussi. Puis, il incline le front vers la table, languissamment. Un coup de sonnette présidentiel. M. de Bülow cause avec le comte Posadowsky dont la harangue est terminée.

Le terrible Richter se lève et, de son banc, prend la parole. M. de Lerchenfeld, nonchalant, dit un mot à M. de Posadowsky. La scène s'anime : tout le monde écoute Richter qui est en verve et se sent très soutenu par les gauches. MM. de Posadowsky et de Bülow rient ensemble. Le prince de Hohenlohe se rapproche de l'orateur : debout, adossé à la tribune présidentielle, les mains aux hanches, il écoute. Richter fait de l'esprit; de temps en temps, l'auditoire éclate de rire.

L'amiral Tirpitz demeure impassible. Le prince de Hohenlohe ajuste son lorgnon; il examine Richter; sa main droite serre maintenant le poignet gauche; il se rapproche encore pour mieux entendre; le voilà qui s'appuie contre la tribune des orateurs. Et il tend l'oreille. Ce pendant, Richter profère d'une voix à dessein modérée des choses terribles; quand il lâche le gouvernement, il attaque son collègue et contradicteur M. Bassermann. Le prince de Hohenlohe, de plus en plus curieux d'entendre, se penche de plus en plus dans la direction de Richter. Soudain, il se traîne à sa place d'un pas chancelant, mais tournant sa chaise vers l'orateur, il continue d'écouter minutieusement. Le mouchoir rouge de M. de Ballestrem se déploie de nouveau. L'amiral Tirpitz prend des notes. M. de Bülow écoute aussi, sans bouger de sa place, tandis que M. de Posadowsky va s'adosser à son tour contre la tribune présidentielle.

Le discours de Richter s'éternise. M. de Bülow écrit. Le prince de Hohenlohe écoute, ou dort. L'amiral Tirpitz rit avec M. de Posadowsky. Le prince de Hohenlohe se laisse aller vers le plancher; son bras droit, étendu sur la table, l'empêche de choir. Il se gratte le nez. Richter, prolixe, nous enseigne que l'accroissement de la flotte de guerre n'amène pas forcément celui de la marine marchande et que l'Angleterre, ayant des ennuis avec la Russie en Asie et en Egypte avec la France, a intérêt à ménager constamment l'Allemagne... Le prince de Hohenlohe, toujours attentif, a maintenant les mains dans les poches. M. de Bülow chuchote avec M. de Posadowsky. Une allusion de Richter fait rire M. de Bülow. Dans son obstination à vivre, le prince de Hohenlohe se remue perpétuellement. Un vice-président supplée le comte Ballestrem. A pas chancelants, le chancelier de l'empire se rapproche de nouveau de l'orateur; il se frise la moustache, puis appuie les deux mains contre la tribune, et se penche, et se penche... Richter prononce le nom de l'amiral Tirpitz : celui-ci, un peu fiévreux, prend des notes. Maintenant, le prince de Hohenlohe a les mains dans les poches; il y a quelque dédain aristocratique dans son attitude et dans son regard. Impatienté, agacé, l'amiral Tirpitz se lève. L'auditoire ne fait que rire. Richter redouble de verve. M. de Bülow lui-même sourit fréquemment. M. de Lerchenfeld, lui, s'ensommeille le plus positivement du monde, tandis que le prince de Hohenlohe se rassied et se courbe à nouveau vers le plancher.

Le centre et la droite écoutent Richter aussi attentivement que les gauches. Le comte Posadowsky consulte le prince de Hohenlohe qui tapote avec sa main droite étendue la table, puis fait des gestes fort vifs et secs avec un crayon qu'il brandit. La main gauche du chancelier se dresse en l'air et souligne d'un geste bref la conversation qui continue. Richter parle toujours. Le prince de Hohenlohe, maintenant, fait machinalement un croquis sur son papier buvard, tandis que M. de Posadowsky, très affairé, lui murmure quelque chose à l'oreille. Richter parle comme on cause entre amis, nettement, mais sans aucune emphase; il tient ses notes à la main, y jette souvent un coup d'œil; il se tourne tantôt vers la droite, tantôt vers la gauche. L'électricité s'allume bruyamment: j'aperçois désormais parfaitement la tête d'oiseau du chancelier. Richter n'en finit pas. On écoute moins. Hohenlohe de se lever, puis de se rasseoir, puis de revenir entendre de plus près, à l'extrémité gauche de la tribune cette fois-ci. Il semble vouloir descendre une marche de l'escalier qui conduit aux bancs des députés. Richter termine enfin par une exécution du chauvinisme et de l'impérialisme; il cite, à titre d'exemples instructifs, les malheurs de la France et ceux qui menacent aujourd'hui l'Angleterre.

Répliquant à Richter de sa voix fatiguée, l'amiral Tirpitz excite la colère, puis les ricanements des gauches. Divers suppléments oratoires d'une saveur médiocre nous sont offerts par le libéral Rickert, par un Polonais, un Lithuanien, un antisémite, etc. Seule, une saillie du comte Ballestrem, qui a repris la présidence, nous réveille un peu. — E. F.

NOUVELLES DE L'ETRANGER

Les grèves en Autriche-Hongrie

Dans un meeting tenu, hier, et auquel ont assisté environ 15,000 mineurs des districts d'Ostrau et de Karwin, les délégués du bureau de conciliation de Teschen ont décidé de rompre les négociations avec les autorités des mines, vu l'inanité des concessions offertes par ces dernières, et de ne les reprendre que lorsqu'elles auront proposé des concessions sérieuses.

Le meeting a eu lieu dans le plus grand calme.

La grève des charbonnages de Bohême continue à produire un contre-coup sensible en Allemagne, dans les districts industriels de la Saxe, qui s'alimentent en grande partie avec de la houille importée. De différents points de Saxe et de Silésie on signale des suspensions de travail.

La plupart des usines et des fabriques des environs de Zwikau, ont congédié leurs ouvriers à cause de la cherté du charbon.

La direction des chemins de fer de l'Etat saxon a acheté toutes les briquettes qui se trouvent sur le marché, afin d'assurer la circulation des trains.

On annonce de Leipzig que les grandes verreries de Pirna ont dû arrêter le travail par suite du manque de combustible.

Cet exemple va être suivi par la plupart des autres établissements industriels de la contrée.

Les aciéries royales de Dœhlen ont congédié hier 300 ouvriers; d'autres renvois plus importants sont imminents.

Les propriétaires des fabriques de papier à Kattowitz et dans les environs ont donné congé à leurs ouvriers.

Le travail est également interrompu dans les mines de Bobrownick.

Alsace-Lorraine

Le conseil municipal de Metz, contrairement à l'attente d'une grande partie des propriétaires indigènes de la ville, a voté au scrutin secret, à la majorité de 2 voix (15 voix contre 13), le projet d'agrandissement de la ville présenté par le gouvernement, mais quelque peu amendé.

La physionomie de la vieille forteresse va donc subir prochainement de profonds changements.

La grande gare de la porte Serpenoise, édifiée en 1873 par les Allemands sur l'emplacement de l'ancienne gare française, va disparaître à son tour pour faire place à une gare beaucoup plus vaste, mais transférée beaucoup plus bas, à proximité de la porte Saint-Thiébaut.

Une gare pour les marchandises s'élèvera sur l'emplacement même du port du canal, qui sera alors transporté entre le canal et la Moselle, en face du Sacré-Cœur, à Montigny.

La ville participera pour 250,000 marcs, l'Etat fera le reste. Ce nouveau plan va changer profondément la vue si attrayante que l'on avait en entrant par la porte Serpenoise, dont la magnifique voûte fut construite par le génie français. La grande Place royale et la merveilleuse promenade de l'Esplanade, vont se trouver quelque peu délaissées. Ce beau quartier, le seul vraiment beau de la ville, perdra son animation et les propriétés diminueront considérablement de valeur.

Angleterre

M. John Redmond a lancé un appel au peuple irlandais demandant de l'argent. La crise actuelle, dit-il, donne à la députation irlandaise l'occasion d'obliger le Parlement à accorder le Home Rule, à régler la question agraire et les autres difficultés.

Le manifeste est modéré; il conseille une agitation purement constitutionnelle.

Belgique

Une grande manifestation politique a eu lieu, hier, à Anvers, en l'honneur de M. Frédéric Delvaux, le chef du libéralisme métropolitain, le fondateur de la plupart des sociétés politiques anticléricales dont l'alliance assure aujourd'hui le triomphe définitif.

Depuis 1864, M. Delvaux rend des services inappréciables à l'Association libérale, dont il a été successivement le secrétaire, le vice-président et le président. C'est à lui que l'on doit à Anvers le maintien de l'Union libérale et la conquête de l'hôtel de ville. A lui que le bourgmestre actuel, M. Jan van Rysweyck, doit la réhabilitation de son père, victime des manœuvres calomnieuses des hommes du « Meeting », l'association catholique d'alors. A lui enfin qu'une foule d'œuvres d'éducation et de régénération sociales doivent leur création et leur développement. Une immense population l'a acclamé pour ces bienfaits et cette belle carrière. On lui a remis une adresse de remerciements et son buste en bronze.

Saint-Siège

Le pape Léon XIII a reçu vendredi matin en audience particulière le docteur Charles Lueger, bourgmestre de Vienne, qui était accompagné d'un membre du conseil municipal de la capitale de l'Autriche.

Cette visite absolument sans caractère officiel du bourgmestre antisémite de Vienne a été fort courte et, au dire de l'*Italie*, les questions politiques n'ont pas été abordées.

Espagne

Hier matin a été inaugurée solennellement à Valence une plaque portant le nom de « Castelar » et s'appliquant à une des rues de la ville. Après cette cérémonie, de nombreux républicains, précédés de quelques drapeaux, ont fait une manifestion. Une musique a joué la *Marseillaise*. Les manifestants se sont dispersés ensuite sans que l'ordre ait été troublé.

Égypte

Le khédive part aujourd'hui pour un voyage de trois semaines dans le désert occidental, dans la direction de la frontière de Tripoli.

États-Unis

Une cause célèbre qui passionne les Américains depuis quelques mois vient d'avoir pour dénouement un arrêt reconnaissant coupable « d'assassinat au premier degré » Roland Molineux, un clubman de New-York, fils du général Molineux, qui possède une fortune évaluée à cinq millions de francs. Roland était accusé d'avoir empoisonné un M. Barnet et une dame Mme Adams en leur envoyant par la poste des flacons contenant soi-disant du bromoseltzer, mais renfermant en réalité un toxique violent.

Le jury a rendu son verdict après une délibération qui a duré sept heures et demie et prononcera vendredi la peine qu'il comporte.

Ce procès palpitant a duré deux mois et a coûté près d'un million de francs.

La sentence a causé quelque surprise, car la culpabilité de Molineux n'apparaît pas absolument prouvée aux yeux de tous et les partisans de son innocence se sont livrés dans la rue à une manifestation sympathique au père du condamné.

Comme il paraît y avoir eu beaucoup d'irrégularités dans la procédure, on compte sur l'annulation du verdict en appel.

Le drame mystérieux qui a fait l'objet de ce procès aurait eu ses origines dans une profonde inimitié entre Molineux et un autre membre du club Knickerbocker nommé Harry Cornish, querelle dans laquelle prirent parti d'autres membres et qui se compliqua d'affaires de femmes. Molineux dut quitter le club Knickerbocker et entra au club athlétique de New-York.

A peu de temps de là un membre du Knickerbocker nommé Henry Barnet, ami de Cornish, qu'on disait avoir été un rival de Molineux dans les bonnes grâces d'une « belle » de New-York, reçut de source anonyme, par la poste, un flacon d'un prétendu remède contre la migraine. Il en but sans défiance et succombait peu après; on constata qu'il avait été empoisonné avec du cyanide de mercure.

Plus tard, M. Harry Cornish reçut, à son tour un flacon de bromo-seltzer qu'il laissa sur son bureau dans un appartement qu'il occupait chez Mme veuve Adams. Cette dame, souffrant de migraine, Cornish lui versa une dose de ce flacon. Une heure après elle était morte. Lui-même et son médecin, qui y avaient goûté, furent malades. Le flacon contenait aussi du cyanide de mercure.

Une enquête fut ouverte et certains indices firent porter les soupçons sur Molineux qui était employé dans une pharmacie à Newark; il fut arrêté le 28 février de l'année dernière. Le grand jury de New-York se prononça une première fois contre la mise en accusation, faute de preuves suffisantes, mais à la suite de la découverte de nouveaux témoignages et des rapports d'experts en écritures, il vient de conclure à la culpabilité, malgré les protestations d'innocence de Molineux.

BILLETS DU MATIN

La Société des auteurs dramatiques vient d'adresser à la censure un petit « billet » qui ne sera pas agréable à celle-ci. Il s'agit, dans cette note, de l'interdiction prononcée contre une pièce de théâtre, après coup et alors que cette pièce avait obtenu le *visa* du Bureau des théâtres. La Société des auteurs proteste. Mais il ne faudrait pas se tromper sur le sens de la protestation. Je ne crois pas un instant que la Société des auteurs, représentée par un homme tel que M. Halévy, ait approuvé, en son texte primitif, une pièce comme celle dont il s'agit : l'*Homme à l'oreille coupée*. Elle n'a pas entendu défendre, au nom de la liberté, une œuvre qui avait choqué les moins pudibonds. Il n'est pas question d'un fait particulier, mais d'un principe. Et, sur ce principe, la Société des auteurs paraît avoir pleinement raison.

Lorsque, maintenant l'institution antique de la censure, on a voulu lui donner un autre nom, on a essayé de faire une chose juste en soi et qui correspondait à la réalité. La coutume l'a emporté. La censure est restée la censure, au moins de nom. Mais, sous le gouvernement de la République, elle est devenue tout autre chose qu'autrefois. Jadis, l'Etat entendait à la fois jouer un rôle dans la direction de l'esprit public et exercer une sorte de droit régalien sur les œuvres de l'intelligence. Il a dû, dans notre très libre démocratie, abandonner cette double prétention. Son droit et son devoir sont tout autres. Il ne juge plus les doctrines et leur expression. Suivant une tendance qui s'étend jusqu'à l'exercice de la justice, ce qu'on a appelé le « garantisme » remplace la raison d'Etat. De tribunal arbitraire, la censure est devenue un tribunal arbitral. La théorie, c'est que les manifestations de la pensée sont absolument libres. Nul pouvoir ne saurait les contrôler et les atteindre à l'avance. Elles ne sont tangibles que lorsqu'elles sont délictueuses au regard du droit commun, et il est bien clair que le « lecteur royal » a vécu. Mais le droit commun, pour les directeurs de théâtres et pour les auteurs, est fort redoutable. Pour ne citer qu'un exemple, avoir un couplet coupé n'est rien à côté d'une condamnation pour outrage aux mœurs. La censure protège moins les oreilles du public qu'elle ne fixe, pour les auteurs et les directeurs, la limite des libertés qu'ils peuvent prendre sans s'exposer aux rigueurs des lois. C'est ainsi que doit être entendu le rôle de la censure sous la République et c'est ainsi qu'il est pratiqué. Aussi « Anastasie », fort oubliée et qu'on laissait tranquille, vivait-elle en bonne intelligence avec directeurs et auteurs.

Seulement, en revanche de leur soumission, ceux-ci voulaient pouvoir compter sur une sécurité. Leur manuscrit visé, leur mise en scène montrée à la répétition, ils estimaient être à l'abri de toute aventure, sauf dans le cas d'un grave désordre — qui ne s'est pas produit dans l'espèce dont il s'agit. Entre la censure et le théâtre, une sorte de contrat bilatéral se crée. C'est la thèse que j'ai, jadis, soutenue à la tribune de la Chambre, à propos de *Thermidor*. Je fus combattu et battu par des ministres amis qui trouvaient que j'avais raison. Mais il y avait, là-dessous, de la politique, Robespierre, M. Clemenceau et le « bloc ».

Aujourd'hui, rien de semblable et la politique, pas plus que la liberté de l'art, ne sont de rien dans l'affaire. Pourquoi ne pas en parler nettement? Un peu énervées par de longues complaisances dont le mauvais goût du public ne s'est que trop fait complice, la censure a fait une « gaffe ». On l'a vivement constatée. Le censeur responsable sévèrement a eu l'oreille fendue. La Société des auteurs dramatiques a formulé un rappel à une jurisprudence que personne ne songe à contester. L'incident me semble clos. L'essentiel, c'est que l'attention de la censure reste éveillée et que, d'autre part, après trop de faiblesses, elle n'exagère pas les rigueurs. On a pu le craindre quand on l'a vue interdire, sur une affiche, le mot « sergot », pour désigner les gardiens de la paix. « Sergot » n'est que de la langue familière et populaire et n'est pas injurieux en soi. L'interdiction de ce vocable a été demandée, d'ailleurs, par le préfet de police. Il paraît que les gardiens de la paix étaient furieux. A la place du préfet, j'en aurais simplement envoyé une douzaine à la première représentation du drame où le « sergot » est montré sous les traits d'un héros. Ils auraient entendu la foule l'acclamer et en auraient conclu que « sergot » se prend aussi en bonne part, comme disent les grammairiens. Cette solution eût été la meilleure et on me permettra de penser qu'elle eût été spirituelle et parisienne. Mais ce n'était pas une solution administrative.

HENRY FOUQUIER.

AFFAIRES MILITAIRES

ARMÉE

COLONELS D'INFANTERIE. — Sont promus dans l'infanterie, au grade de colonel, les deux lieutenants-colonels dont les noms suivent :

MM. Micheau, breveté, du 39e régiment, affecté au 98e; de Fraguier, du 72e, affecté au 158e.

— Le colonel breveté de Foucauld, du 98e d'infanterie, passe au 66e.

— Le capitaine Emé de Marcieu, du 10e dragons, est nommé officier d'ordonnance du ministre de la guerre.

L'ÉQUITATION DES OFFICIERS DE RÉSERVE ET DE LA TERRITORIALE. — Une série d'exercices équestres, réglés par le capitaine Lacroix, sera exécutée dimanche 18 du courant, à l'école de la rue d'Enghien, par les officiers de réserve et de l'armée territoriale, membres de la Réunion hippique, présidée par M. Saffroy. Cette séance annuelle sera précédée, jeudi 15 et samedi 17, de deux répétitions.

LA VIE A LA CAMPAGNE

LES CHAMPS ET LES BÊTES

Relèvement des cours du blé sur le marché de Paris. — La cause. — Blés gelés dans la région du Nord et dans la région de Paris. — Blés sur betteraves plus particulièrement éprouvés. — Ouest et Midi de la France entièrement préservés par l'épaisse couche de neige qui couvrait la terre au moment des fortes gelées.

L'avoine d'hiver et la *cécidomie*. — Ponte de printemps et ponte d'automne. — Récolte compromise.

Choux entièrement détruits par la neige.

Tentatives d'engraissement du porc par le pain de froment. — Expérience à refaire.

Les betteraves dans l'alimentation du bétail. — Supériorité des betteraves à sucre *de race intermédiaire la plus riche* sur les meilleures betteraves fourragères employées jusqu'à ce jour. — Avantages de la culture des betteraves en lignes serrées sur la culture en lignes espacées. — Double expérience également démonstrative faite à Cappelle par M. Florimond Desprez, et à Grignon, par MM. Brétignières et Dupont.

Le fait saillant de la quinzaine a été un relèvement assez vif du cours du blé qui, de 17 fr. 75, a été porté à 20 fr. 50 le quintal. Ce n'est assurément pas une bien forte hausse, mais encore eût-elle paru très agréable aux cultivateurs de ma région. Malheureusement, le mouvement de Paris n'a point été suivi chez nous, ou, du moins, si peu que cela ne vaut pas la peine d'en parler, car la reprise qui, à Paris, allait jusqu'à 2 fr. 50, n'a pas, chez nous, dépassé dix sous.

Cela s'explique assez bien par cette raison que la cause du mouvement de Paris n'existe point dans nos régions, et alors le coût du transport de nos blés à Paris enlevant tout le bénéfice de la hausse obtenue là-bas, il n'y a pas de raison pour faire l'opération.

Cette cause de la hausse du marché de Paris, la voici :

A la suite des dégels de la première quinzaine de janvier, on s'est aperçu que, dans la Beauce, la Brie, et, en général toutes les provinces du Nord et du Centre où la neige n'avait pas tenu sur la terre, les blés, et particulièrement les derniers semés avaient très sérieusement souffert des grands froids de décembre, et particulièrement des alternatives de gel et de dégel qui ont marqué les premiers jours de janvier.

Or, les blés semés les derniers sont généralement les blés faits sur betteraves, c'est-à-dire ceux qui fournissent toujours les plus forts rendements. Enfin, les variétés à grand rendement elles-mêmes sont beaucoup plus susceptibles à la gelée que les anciens blés moins prolifiques, de sorte que la perte en est sensiblement aggravée et, sur certains points de la Beauce, en Eure-et-Loir, par exemple, a pu être évaluée jusqu'à 30 0/0 de la récolte. On s'explique donc très bien l'émotion produite sur le marché de Paris, et il est probable, si cette mauvaise impression persiste et se confirme, que la hausse n'a pas encore dit son dernier mot.

La gelée n'a atteint les blés que sur un tiers de la France environ. Seulement, ce tiers comprend les provinces de beaucoup les plus productives. C'est la Beauce, la Brie, la Picardie, une partie de la Normandie, l'Artois et la Flandre.

Au contraire, tous les départements de l'Ouest et du Midi ont été épargnés, soit qu'une couche de neige de 20 à 25 centimètres d'épaisseur ait préservé les blés tardifs, soit que dans ces régions où la culture de la betterave est assez peu répandue, les blés, semés plus tôt, aient eu assez de force pour résister à la gelée, soit enfin que, dans les contrées plus méridionales, les froids aient été moins vifs.

Cependant si, chez moi, par exemple, les blés protégés par la neige n'ont pas eu à souffrir de la gelée, tout ce qui a été semé tardivement — première quinzaine de novembre — est malingre et trop clair. Aussi, pour les stimuler un peu, je leur fais donner, en ce moment même, 100 kilos de sulfate d'ammoniaque à l'hectare, avec l'intention d'y joindre, dans un mois et demi, au moment des hersages et des binages, 125 kilos de nitrate de soude.

C'est, pour aujourd'hui, tout ce que j'ai à dire de la situation du blé.

Si nous avons été, dans les provinces de l'Ouest et du Midi, plus favorisés que les pays du Nord pour nos blés, il n'en est point ainsi pour les avoines. Il y a, d'ailleurs, à cela une excellente raison, c'est qu'au-dessus de la Loire on ne fait pas d'avoine d'hiver. Chez nous, au contraire, on n'en fait guère d'autre, l'avoine de printemps ne réussissant pas une fois sur quatre, en raison du climat trop sec et trop brûlant.

Nous faisons donc beaucoup d'avoine d'hiver dont la récolte était jusqu'en ces dernières années à peu près assurée, sauf la gelée. Mais, en ce cas, on réensemençait, en février ou mars, en avoine de printemps, et, chose singulière, cette avoine de printemps, succédant à une avoine d'hiver gelée, réussit presque toujours.

Cette année, nos avoines d'hiver, protégées comme les blés par la neige, n'ont point eu à souffrir de la gelée. Leur mal a une autre cause. Depuis deux à trois ans la récolte de cette céréale est très diminuée chez nous par les ravages de la *cécidomie*. Seulement, le terrible insecte ne se montrait jusque-là qu'au mois de mai, au moment où l'avoine allait monter et épier. On voyait alors le brin principal, qui déjà avait quitté la terre, s'arrêter tout à coup, se dessécher et périr, et l'on pouvait constater au pied, entre le premier nœud et la racine, un renflement de la tige contenant quatre à cinq larves de cécidomie.

Si le temps se montrait alors doux et pluvieux les racines qui, elles, n'étaient point atteintes, poussaient de nouveaux rejets, et la récolte, pour être un peu plus tardive, pouvait encore être assez abondante. Mais, en cas de sécheresse et de chaleur, il n'y avait même pas demi-récolte.

On ne perdait cependant pas courage, car on

---

qu'il emploie, il en est qu'il développe; il en est d'autres qu'il se contente de répéter à satiété. Tels passages font songer aux *